

**Art. 3.** Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1991.

Pour le Président de l'Exécutif flamand, absent :

Le Ministre communautaire de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,  
**T. KELCHTERMANS**

Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications,  
**J. SAUWENS**

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 2627

**19 JUILLET 1991.** — Décret modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel sont apportées les modifications suivantes :

A) Le 6<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 6<sup>o</sup> Service de radiodiffusion :

Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général ou par une partie de celui-ci. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émissions.

Pour le service de radiodiffusion par satellite, l'expression « destinées à être reçues directement par le public en général ou par une partie de celui-ci » s'applique aussi bien à la réception par l'intermédiaire d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution qu'à la réception au moyen d'une antenne collective ou d'une antenne individuelle. »

B) Il est inséré un 7<sup>o bis</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>o bis</sup> Organisme de radiodiffusion :

La personne morale autorisée à fournir un service de radiodiffusion au public en général ou à une partie de celui-ci; »

C) L'article 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« 11<sup>o</sup> Publicité commerciale :

Toute forme de message radiodiffusé contre rémunération ou paiement similaire par une institution ou une entreprise publique ou privée dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la fourniture contre paiement de biens ou de services y compris les biens immeubles, les droits et les obligations.

12<sup>o</sup> Télé-achat :

L'offre faite directement au public, dans un programme radiodiffusé, en vue de la vente, de l'achat ou de la location de produits ou en vue de la fourniture de services contre rémunération.

13<sup>o</sup> Publicité clandestine :

La présentation verbale ou visuelle de marchandises, de services, du nom, de la marque ou des activités d'un producteur de marchandises ou d'un prestataire de services dans des programmes lorsque cette présentation est faite de façon intentionnelle par l'organisme de radiodiffusion dans un but publicitaire et risque d'induire le public en erreur sur la nature d'une telle présentation.

Une présentation est considérée comme intentionnelle notamment lorsqu'elle est faite contre rémunération ou toute autre forme de paiement.

14<sup>o</sup> Parrainage :

Toute contribution d'une institution ou d'une entreprise, publique ou privée, n'exerçant pas d'activité de radiodiffusion ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

15<sup>o</sup> Publicité non commerciale :

Tout message radiodiffusé contre rémunération ou paiement similaire et qui réunit les conditions suivantes :

a) être diffusé dans le but de servir l'intérêt général;

b) être demandé par une personne publique, quelle qu'en soit la forme, par un organisme non commercial placé sous le contrôle, la tutelle ou la dépendance des pouvoirs publics, par une institution internationale de droit public ou de droit privé ou par une organisation ou association professionnelle, sociale, culturelle, scientifique ou sportive;

Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — N<sup>o</sup> 198, n<sup>o</sup> 1 : Projet de décret; n<sup>o</sup> 2 : Rapport; n<sup>os</sup> 3 à 7 : Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 9 juillet 1991. — Adoption. Séance du 10 juillet 1991.

c) ne comporter aucune indication de marque de produits ou de services ni aucune allusion à une telle marque tant par la forme du message que par son identification à un message similaire mais comportant cette allusion; des produits ou des services ne peuvent être présentés que sous une dénomination générique;

d) ne mentionner aucun nom d'entreprise ni aucun nom de personne morale autre que celles qui sont visées au point b ci-avant et n'y faire aucune allusion tant par la forme du message que par son identification à un message similaire mais comportant cette allusion. »

Art. 2. A l'article 3 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

A) L'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il ne peut être autorisé, en principe, qu'une seule télévision locale et communautaire pouvant être distribuée dans un même arrondissement administratif. »

B) Il est ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit :

« L'Exécutif peut autoriser à déborder les limites strictes de l'arrondissement administratif en fonction de caractéristiques culturelles communes à la population d'un ou de deux arrondissements contigus à condition qu'une autre télévision locale et communautaire de la Communauté française ne couvre pas la zone considérée. »

Art. 3. A l'article 4 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

A) Le 2<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 2<sup>o</sup> viser dans sa programmation, l'information et l'animation locales, le développement culturel et l'éducation permanente.

Cette programmation doit comprendre une production propre d'au moins un tiers du temps de diffusion de l'ensemble des programmes, à l'exclusion des rediffusions.

Les coproductions maîtrisées et contrôlées par une télévision locale et communautaire peuvent être assimilées à tout ou partie de production propre selon des conditions déterminées par l'Exécutif. »

B) Le 3<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 3<sup>o</sup> s'engager à diffuser ces émissions dans une zone définie conformément à l'article 3. »

C) Il est ajouté un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> faire assurer la responsabilité de la rédaction des informations par un ou des journalistes professionnels ou une des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel. »

Art. 4. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le conseil d'administration et le comité de programmation des télévisions locales et communautaires ne peuvent être composés, pour plus de la moitié de leurs membres, de mandataires publics ou de représentants des pouvoirs publics ou de services publics.

Les autres membres représentent le secteur associatif et le secteur culturel.

Le mandat des membres du conseil d'administration prend fin, au plus tard, le 30 juin de l'année qui suit celle des élections communales. Il est renouvelable.

Les statuts ou le règlement d'ordre intérieur doivent prévoir l'adaptation de la composition du conseil d'administration aux dispositions de l'article 9 a et b, selon le cas de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, après chaque consultation législative. »

Art. 5. A l'article 7 du même décret, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « cinq » est remplacé par le mot « neuf ».

Art. 6. A l'article 16 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

A) Modifier le 1<sup>o</sup> comme suit :

« 1<sup>o</sup> être une société commerciale, dont le capital est représenté exclusivement par des actions nominatives. »

B) Le 5<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 5<sup>o</sup> Selon les modalités fixées par l'Exécutif, conclure à concurrence de 5 p.c. au moins de sa programmation des accords de coproduction en langue française ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies dans la région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou ailleurs dans la Communauté européenne. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur.

Selon d'autres modalités fixées par l'Exécutif, conclure à concurrence de 2 p.c. au moins de sa programmation des accords de coproduction ou des contrats de prestations extérieures avec des personnes physiques ou morales établies dans la région de langue française, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou ailleurs. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur. »

C) Au 8<sup>o</sup>, les mots « selon des modalités fixées par l'Exécutif » sont insérés avant les mots « présenter au Conseil ».

*In fine*, sont ajoutés les mots : « Ce rapport est transmis au Conseil supérieur de l'audiovisuel. »

D) Il est inséré un 9<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 9<sup>o</sup> Mettre en œuvre, selon les modalités approuvées par l'Exécutif, des collaborations visant au maintien et au développement du pluralisme de la presse écrite en Communauté française. »

Art. 7. L'article 17 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf s'il s'agit de la participation d'un distributeur telle que définie à l'article 21 du présent décret, ou d'un organisme public de radiodiffusion pour autant que sa participation ne dépasse pas 24 p.c. du capital de la télévision privée, les administrations publiques et les organismes d'intérêt public ne peuvent participer, ni directement, ni indirectement, au capital ou aux organes de gestion des télévisions privées visées au présent chapitre. »

Art. 8. Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 17bis. L'Exécutif désigne deux observateurs pour le représenter au sein des télévisions privées.

Ils sont désignés pour quatre ans. Ce mandat est renouvelable et gratuit.

Ce mandat est incompatible avec toute fonction exercée au sein de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), des filiales dont elle détient la majorité du capital, d'organismes de télévision payants et de toute autre télévision privée de la Communauté française, y compris celle de commissaire, de délégué ou d'observateur de l'Exécutif auprès de ces organismes.

A l'invitation du conseil d'administration, ils assistent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration de la télévision privée pour les points relatifs à l'article 16, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>.

Ils font rapport trimestriellement au ministre qui à l'audiovisuel dans ses attributions.

Ils sont tenus de garder confidentiels les dossiers portant sur des objets autres que ceux qui touchent à l'application de l'article 16, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>. »

Art. 9. A l'article 18 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

A) Le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Il subordonne en outre l'autorisation à des dispositions complémentaires fixées par voie de convention avec l'organisme autorisé et relatives notamment aux matières visées à l'article 16, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, du présent décret. »

B) Est ajouté un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Le Conseil supérieur de l'audiovisuel donne un avis préalable sur les éléments constitutifs de la convention. Cet avis est transmis au Conseil de la Communauté française. »

Art. 10. A l'article 19, § 2, 4<sup>o</sup>, du même décret tel que modifié par le décret du 20 juillet 1988 sont apportées les modifications suivantes :

A) Les mots « , ou avec l'une des filiales dont elle détient la majorité du capital » sont insérés entre les mots « agissant seul » et les mots « une participation ».

b) Il est ajouté *in fine* les mots :

« ou lui garantir statutairement une minorité de blocage ».

Art. 11. A l'article 19bis du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> la subdivision « § 1<sup>er</sup>, est supprimée;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 12. Un article 19ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 19ter. L'Exécutif désigne deux délégués pour le représenter au sein des organismes de télévision payants de la Communauté française.

Ils sont désignés pour quatre ans. Ce mandat est renouvelable et gratuit. Il est incompatible avec toute fonction, exercée au sein de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), de ses filiales dans laquelle la RTBF dispose de la majorité du capital, de télévisions privées et de tout autre organisme de télévision payant de la Communauté française, y compris celle de commissaire, d'observateur ou de délégué de l'Exécutif auprès de ces organismes.

Ils font rapport trimestriellement au ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions sur les activités de l'organisme de télévision payant relatives aux objets qui touchent à l'application de l'article 16, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, et de l'article 19, § 2, 1<sup>o</sup>.

Ils assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration de l'organisme de télévision payant; ils peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de ce conseil des objets qui touchent à l'application de l'article 16, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, et de l'article 19, § 2, 1<sup>o</sup>.

Ils ont accès, sans déplacement, à tous les documents qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Ils peuvent en obtenir, gratuitement, une copie.

Ils sont tenus de garder la confidentialité sur des objets autres que ceux qui touchent à l'application de l'article 16, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, et de l'article 19, § 2, 1<sup>o</sup>. »

Art. 13. Un chapitre Vbis intitulé « Autres services » et comprenant un article 19quater rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 19quater. Dans les conditions et suivant les modalités qu'il détermine, l'Exécutif peut autoriser la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion à utiliser le câble pour d'autres genres de services que les programmes sonores ou les programmes de télévision à destination du public en général ou d'une partie de celui-ci.

Ces services peuvent prendre la forme de signaux codés en tout ou en partie. Leur réception peut être subordonnée à un paiement.

L'Exécutif peut également, dans des conditions qu'il arrête, autoriser des sociétés distinctes des distributeurs à mettre en œuvre par câble d'autres genres de services qu'il détermine. »

Art. 14. A l'article 20 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

A) L'alinéa 2 du premier paragraphe est remplacé par le texte suivant :

« Cette autorisation est accordée, dans les conditions fixées par l'Exécutif, à des personnes morales sur base d'un dossier présentant les caractéristiques conformes à la loi, aux décrets et aux règlements relatifs aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution, ainsi que le prix demandé aux abonnés tenant notamment compte du nombre de programmes distribués. »

B) L'alinéa 4 du paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« Elle peut être suspendue ou retirée par l'Exécutif, suivant les modalités qu'il détermine, en cas de violation du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 15. A l'article 21 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

— le mot « privé » est ajouté entre « organisme » et « de radiodiffusion »;

— à la fin, les mots « ni en être gérant » sont remplacés par « ni être gérant d'un organisme privé de radiodiffusion ou d'une télévision locale et communautaire. »

Art. 16. A l'article 22 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

A) Au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> tiret, les mots « d'organismes internationaux » sont remplacés par les mots « des organismes internationaux de radiodiffusion désignés par l'Exécutif ».

B) Il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Le distributeur peut, moyennant autorisation expresse et préalable de l'Exécutif, transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les programmes de télévision des organismes de radiodiffusion disposant de l'autorisation visée à l'article 26, § 2, du présent décret, et répondant aux conditions fixées par l'Exécutif en vertu de l'article 26, § 3, du présent décret. »

C) Il est inséré un § 2ter, rédigé comme suit :

« § 2ter. Le distributeur peut, moyennant autorisation expresse et préalable de l'Exécutif transmettre, au moment de leur diffusion et dans leur intégralité, les programmes de télévision des organismes de radiodiffusion relevant de chacune des autres Communautés, et autorisés par elles, pour autant que les distributeurs de ces Communautés soient autorisés à transmettre les programmes de télévision des organismes de radiodiffusion relevant de la Communauté française et autorisés par elle. »

D) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le distributeur ne peut transmettre sur un même canal les programmes visés au présent article, sauf accord préalable des organismes de radiodiffusion concernés et moyennant autorisation expresse et préalable de l'Exécutif. »

E) Il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le distributeur peut, moyennant autorisation expresse et préalable de l'Exécutif, transmettre les services tels que prévus à l'article 19<sup>quater</sup>. »

F) Il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. L'Exécutif peut suspendre l'autorisation de distribution des organismes de radiodiffusion visés à l'article 22 du même décret au cas où ils enfreignent, à deux reprises au cours d'une période de douze mois, d'une manière manifeste et grave, l'article 24<sup>quater</sup> du présent décret.

Dans ce cas, l'Exécutif notifié par lettre recommandée à l'organisme de radiodiffusion les violations reprochées et, s'il s'agit d'un organisme de radiodiffusion visé à l'article 22, § 2, et 22, § 2<sup>bis</sup>, l'Exécutif en informe la Commission des Communautés européennes.

Si aucune solution n'a été trouvée dans un délai de quinze jours à partir de la notification et si la violation persiste, l'Exécutif peut décider, selon les modalités qu'il détermine, de suspendre l'autorisation de distribution de l'organisme de radiodiffusion. »

Art. 17. L'article 23, alinéa 3, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le distributeur doit réserver au moins trois canaux pour des radios privées à désigner par l'Exécutif selon les critères que celui-ci détermine. »

Art. 18. L'article 24, § 4, du même décret est complété par la disposition suivante :

« Ces programmes ne peuvent être diffusés sur un canal déjà occupé par les programmes d'un organisme de radiodiffusion autorisé, sauf autorisation expresse et préalable de l'Exécutif et après accord préalable de l'organisme de radiodiffusion autorisé. »

Art. 19. Un chapitre VI<sup>bis</sup> intitulé « Dispositions communes relatives aux programmes des organismes de radiodiffusion » est inséré après l'article 24 du même décret.

Art. 20. Un article 24<sup>bis</sup> rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 24<sup>bis</sup>. § 1<sup>er</sup>. La Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion visés aux chapitres IV et V doivent assurer, en principe, dans leur programmation une proportion majoritaire de leur temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité ou aux services de télétexte, à des œuvres européennes, en ce compris des œuvres originales d'auteurs relevant de la Communauté française.

Cette proportion ne peut, en aucun cas, être inférieure à la proportion d'œuvres diffusées en 1988 compte tenu du temps de diffusion de ces organismes, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité ou aux services de télétexte, durant cette même année.

§ 2. Les organismes visés au § 1<sup>er</sup> doivent assurer, en principe, dans leur programmation une part de 10 p.c. du temps d'antenne, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité ou aux services de télétexte, à des œuvres de la Communauté française ou des Etats membres des Communautés européennes émanant de producteurs indépendants des organismes de radiodiffusion télévisuelle.

La production de ces œuvres ne peut être antérieure à cinq ans avant leur première diffusion.

§ 3. Les proportions prévues au § 1<sup>er</sup> et au § 2 seront atteints progressivement sur la base de critères fixés par l'Exécutif, après avis des organismes de radiodiffusion concernés et du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

§ 4. La RTBF et les organismes de radiodiffusion doivent présenter tous les deux ans au Conseil de la Communauté française et à l'Exécutif de la Communauté française un rapport sur l'application du présent article à partir du 30 septembre 1991.

§ 5. Selon des modalités qu'il détermine, après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, l'Exécutif veille à ce que, pour les organismes de radiodiffusion visés au § 1<sup>er</sup>, la part des œuvres originales d'expression française atteigne progressivement un tiers du temps de diffusion défini au § 1<sup>er</sup>. »

Art. 21. Un article 24<sup>ter</sup> rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 24<sup>ter</sup>. Le délai de diffusion d'une œuvre cinématographique, à partir du début de son exploitation dans les salles, d'un des Etats membres des Communautés européennes, par la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion relevant de la Communauté française, est fixé sur la base d'accords entre les détenteurs de droits et les organismes de radiodiffusion précités.

En cas de désaccord, le délai est fixé à deux ans, et à un an le cas d'œuvres cinématographiques coproduites par l'organisme de radiodiffusion. »

Art. 22. Un article 24<sup>quater</sup> rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 24<sup>quater</sup>. La Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion relevant de la Communauté française ne peuvent diffuser :

- des émissions portant atteinte au respect de la dignité humaine ou contenant des incitations à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité;
- des programmes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des programmes comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite, cette dernière disposition s'étendant aux autres programmes ou éléments de programmes, notamment les bandes annonces, qui sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental, ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré notamment par le choix de l'heure de diffusion du programme que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient pas ou n'écotent pas normalement ces émissions. L'Exécutif détermine les modalités d'application du présent alinéa. »

Art. 23. L'intitulé du chapitre VII du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« De la publicité. »

Art. 24. Un article 24<sup>quinquies</sup> rédigé comme suit est inséré dans le chapitre VII du même décret :

« Article 24<sup>quinquies</sup>. Pour l'application des articles 27 à 27<sup>septies</sup>, on entend par publicité la publicité commerciale, la publicité non commerciale, le télé-achat et le parrainage. Pour l'application de l'article 27<sup>quinquies</sup>, le télé-achat et le parrainage sont exclus. Pour l'application des articles 27<sup>quater</sup>, alinéa 5, 27<sup>sexies</sup> et 27<sup>septies</sup>, le parrainage est exclu. »

**Art. 25.** L'article 25 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. La publicité non commerciale ne peut être contraire aux lois, aux décrets ou arrêtés qui réglementent la publicité en général ou la publicité pour certains produits ou services, et aux articles 27 à 27octies. »

**Art. 26.** L'article 26 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. § 1<sup>er</sup>. La Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), les organismes de radiodiffusion relevant de la Communauté française et autorisés par l'Exécutif peuvent insérer de la publicité commerciale dans leurs programmes moyennant l'autorisation expresse et préalable de l'Exécutif.

§ 2. Les organismes de radiodiffusion répondant aux conditions fixées par l'Exécutif en vertu de l'article 22, § 2, peuvent diffuser de la publicité commerciale plus particulièrement destinée aux téléspectateurs de la Communauté française moyennant l'autorisation expresse et préalable de l'Exécutif.

§ 3. L'Exécutif détermine les conditions dans lesquelles la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 peuvent insérer de la publicité commerciale dans leurs programmes.

Ces conditions prévoient, notamment, les mécanismes suivant lesquels ces organismes de radiodiffusion doivent participer à la promotion de production culturelle audiovisuelle de la Communauté française et des Etats membres des Communautés européennes, au maintien et au développement du pluralisme audiovisuel des chaînes de la Communauté française et au maintien et au développement du pluralisme de la presse écrite d'opinion ou d'information générale en Communauté française.

§ 4. La publicité commerciale ne peut être contraire aux lois, aux décrets ou arrêtés qui réglementent la publicité en général ou la publicité pour certains types de produits ou services, et aux articles 27 à 27octies.

Les organismes visés au paragraphe 2 du présent article s'engagent préalablement à l'autorisation de diffuser de la publicité commerciale plus particulièrement destinée aux téléspectateurs de la Communauté française, à respecter les normes et règles publicitaires visées au premier alinéa du présent paragraphe.

§ 5. L'Exécutif peut suspendre ou retirer les autorisations visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 en cas de violation des dispositions du présent chapitre ou de ses arrêtés d'exécution, des lois, décrets ou arrêtés qui réglementent la publicité en général ou la publicité pour certains produits ou services.

Il peut aussi, par lettre recommandée, enjoindre à la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et aux organismes de radiodiffusion, de cesser la diffusion de messages non conformes à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 27.** Un article 26bis rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

Article 26bis. « Il est créé un Fonds d'aide à la création radiophonique alimenté par la contribution de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et des radios privées autorisées à insérer de la publicité commerciale dans leurs programmes sonores, selon les modalités fixées par l'Exécutif. »

**Art. 28.** Un article 26ter rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 26ter. § 1<sup>er</sup>. La Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion visés à l'article 26, §§ 1<sup>er</sup> et 2, peuvent diffuser des programmes de télé-achat moyennant l'autorisation expresse et préalable de l'Exécutif.

L'Exécutif peut suspendre ou retirer cette autorisation en cas de violation des dispositions du présent chapitre ou de ses arrêtés d'application.

§ 2. La Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion autorisés assurent l'entière responsabilité de la diffusion des programmes de télé-achat et du respect des conditions fixées par le présent décret et ses arrêtés d'application.

§ 3. La Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion autorisés doivent conserver une copie des émissions de télé-achat pendant une durée de six mois à dater de sa diffusion et mettre cette copie à la disposition de toute autorité compétente qui en ferait la demande.

§ 4. Les émissions de télé-achat doivent être clairement annoncées comme telles.

Elles doivent obligatoirement être programmées dans des écrans qui leur sont réservés sans pouvoir être interrompues, notamment par des messages publicitaires ou de parrainage; elles doivent être présentées de manière à éviter toute confusion avec d'autres émissions.

§ 5. Les programmes de télé-achat ne peuvent être contraires aux lois, aux décrets ou arrêtés qui réglementent la publicité commerciale en général ou la publicité commerciale pour certains produits ou services, et aux articles 27, 27bis, 27ter, 27quater, 27sexties et 27septies.

Les programmes de télé-achat ne peuvent avoir trait à des biens ou services dont la publicité ou la vente font l'objet d'une interdiction.

§ 6. L'Exécutif peut interdire la diffusion des programmes de télé-achat durant certaines heures et certains jours.

§ 7. Les programmes de télé-achat ne peuvent faire référence directement ou indirectement à un point de vente identifié ou identifiable.

§ 8. Chaque année, la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion autorisés présentent à l'Exécutif un rapport annuel sur l'activité de télé-achat. L'Exécutif détermine le contenu et le délai de présentation de ce rapport. »

**Art. 29.** L'article 27 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. La publicité ne peut pas :

- 1<sup>o</sup> porter atteinte au respect de la dignité humaine;
- 2<sup>o</sup> comporter de discrimination en raison de la race, du sexe ou de la nationalité;
- 3<sup>o</sup> attenter à des convictions religieuses, philosophiques ou politiques;
- 4<sup>o</sup> encourager des comportements préjudiciables à la santé ou à la sécurité, notamment par la mise en valeur de comportements violents;
- 5<sup>o</sup> encourager des comportements préjudiciables à la protection de l'environnement;
- 6<sup>o</sup> contrevenir aux règles relatives à la propriété littéraire, artistiques et industrielle et aux droits de la personne sur son image;
- 7<sup>o</sup> contenir des références à une personne ou une institution déterminée, de déclarations ou attestations émanant d'elles, sans leur autorisation ou celle de leurs ayants droit. »

**Art. 30.** Un article 27bis rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27bis. § 1<sup>er</sup>. La publicité ne peut avoir pour objet ni les partis politiques, ni les organisations professionnelles. Elle ne peut porter sur l'adhésion à aucune croyance religieuse ou philosophique.

§ 2. La publicité ne peut avoir trait à des biens ou des services que l'Exécutif désigne par arrêté, sauf dans les conditions fixées par lui, ni être contraire aux lois, arrêtés et directives européennes relatives à la publicité pour certains ou services.

§ 3. Les organismes de radiodiffusion diffuseurs de publicité en faveur des médicaments et traitements médicaux ainsi que pour les boissons alcoolisées doivent mettre gratuitement à la disposition de l'Exécutif, selon des modalités à convenir, des espaces publicitaires destinés à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé, égaux à ceux consacrés à la publicité en faveur desdits produits. »

**Art. 31.** Un article 27ter rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27ter. La publicité ne doit pas porter un préjudice moral ou physique aux mineurs et doit, de ce fait, respecter les critères suivants pour leur protection :

— elle ne doit pas inciter directement les mineurs à l'achat d'un produit ou d'un service, en exploitant leur inexpérience ou leur crédulité;

— elle ne doit pas inciter directement les mineurs à persuader leurs parents ou des tiers d'acheter les produits ou les services concernés;

— elle ne doit pas exploiter la confiance particulière que les mineurs ont dans leurs parents, leurs enseignants ou d'autres personnes;

— elle ne doit pas, sans motif, présenter des mineurs en situation dangereuse. »

**Art. 32.** Un article 27quater rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27quater. La publicité doit être aisément identifiable comme telle et être nettement distincte du reste du programme grâce à des moyens optiques ou acoustiques.

En télévision, les spots de publicité isolés doivent être exceptionnels.

La publicité ne peut pas utiliser des techniques subliminales.

La publicité clandestine est interdite.

Toute référence directe ou indirecte dans la publicité à un programme ou à un élément de programme est interdite. »

**Art. 33.** Un article 27quinquies rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27quinquies. § 1<sup>er</sup>. En télévision, la publicité doit être insérée entre les émissions. Sous réserve des conditions fixées aux §§ 2 à 5, la publicité peut également être insérée pendant des émissions, de façon à ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur des émissions en tenant compte des interruptions naturelles du programme ainsi que de sa durée et de sa nature, et de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit.

§ 2. En télévision, dans les émissions composées de parties ou dans les émissions sportives et les événements et spectacles de structure similaire comprenant des intervalles, la publicité ne peut être insérée qu'entre les parties autonomes ou dans les intervalles.

§ 3. En télévision, la transmission d'œuvres audiovisuelles telles que les longs métrages cinématographiques et les films conçus pour la télévision à l'exclusion des séries, des feuilletons, des émissions de divertissement et des documentaires, à condition que leur durée programmée soit supérieure à 45 minutes, peut être interrompue une fois par tranche complète de 45 minutes.

Une autre interruption est autorisée si leur durée programmée est supérieure d'au moins 20 minutes à deux ou plusieurs tranches complètes de 45 minutes.

Toutefois, pour les organismes publics de radiodiffusion de la Communauté française, la publicité ne peut interrompre ni une œuvre cinématographique, une œuvre dont l'auteur veut conserver l'intégrité ni une séquence d'un programme.

§ 4. En télévision, lorsque des émissions autres que celles couvertes par le paragraphe 2 du présent article sont interrompues par la publicité, une période d'au moins 20 minutes doit s'écouler entre chaque interruption successive à l'intérieur des émissions.

§ 5. En télévision, la publicité ne peut être insérée dans les journaux télévisés ni dans les diffusions de services religieux. Les magazines d'actualités, les documentaires, les émissions religieuses, les programmes de morale non confessionnelle et les émissions pour enfants, dont la durée programmée est inférieure à 30 minutes, ne peuvent être interrompus par la publicité. Lorsqu'ils ont une durée programmée d'au moins 30 minutes, les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent.

§ 6. En radio, la publicité ne peut interrompre les émissions dramatiques ou d'art lyrique, sauf durant les interruptions naturelles. »

**Art. 34.** Un article 27sexies rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27sexies. Quiconque est autorisé, en vertu de l'article 26, à insérer de la publicité dans les programmes sonores et de télévision ne peut limiter cette publicité à des biens ou des services d'un seul groupe commercial ou financier, ni accorder une exclusivité pour la publicité d'un produit déterminé ou d'un service déterminé. »

**Art. 35.** Un article 27septies rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27septies. § 1<sup>er</sup>. Pour la télévision, le temps de transmission consacré à la publicité est fixé par l'Exécutif.

Pour la publicité commerciale et non commerciale, ce temps de transmission ne peut dépasser 15 p.c. du temps de transmission quotidien.

Toutefois, ce temps de transmission peut être porté à 20 p.c. s'il comprend le télé-achat, à condition que le volume des spots publicitaires ne dépasse pas 15 p.c.

§ 2. Le temps de transmission maximum des écrans de publicité commerciale et non commerciale à l'intérieur d'une période donnée d'une heure est fixé par l'Exécutif.

Il ne peut dépasser 20 p.c. de cette période.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup>, le télé-achat ne peut pas dépasser la durée fixée par l'Exécutif, qui est au maximum d'une heure par jour. »

**Art. 36.** Un article 27*octies* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27*octies*. Pour la radio, le temps de transmission consacré à la publicité est fixé par l'Exécutif. Le temps de transmission consacré à la publicité commerciale et non commerciale ne peut dépasser un maximum de douze minutes par heure. »

**Art. 37.** Un article 27*nonies* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27*nonies*. Pour les organismes de radiodiffusion publics de la Communauté française, l'Exécutif peut arrêter des normes plus restrictives que celles définies aux articles 27*septies* et *octies*. »

**Art. 38.** Un article 27*décies* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 27*décies*. L'Exécutif peut fixer les règles complémentaires pour l'insertion de publicité commerciale, non commerciale, de parrainage et du télé-achat dans les programmes de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF). »

**Art. 39.** Le chapitre VIII du même décret, intitulé « Le parrainage », est inséré après l'article 27*décies* du même décret.

**Art. 40.** L'article 28 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 28. § 1<sup>er</sup>. Les personnes physiques ou morales ou les entreprises peuvent parrainer des programmes, des bandes annonces et des séquences d'un même programme lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1<sup>o</sup> le contenu et la programmation d'une émission parrainée ne peuvent en aucun cas être influencés par le parrain de manière à porter atteinte à la responsabilité et à l'indépendance éditoriale de l'organisme de radiodiffusion télévisuelle à l'égard des émissions; le parrainage d'une émission est refusé par l'organisme de radiodiffusion dès qu'il prête au soupçon d'atteinte à cette responsabilité et à cette indépendance;

2<sup>o</sup> les programmes parrainés doivent être clairement identifiés en tant que tels par le nom ou le logo du parrain au début et à la fin des programmes;

3<sup>o</sup> l'annonce du parrainage ne peut contenir que l'indication du nom, de la dénomination ou de la raison sociale du parrain ou l'indication de deux au maximum des marques des produits ou des services que le parrain commercialise;

4<sup>o</sup> les signes distinctifs sonores ou visuels associés aux mentions du parrain sont le sigle, le logotype, les facteurs d'identification à l'exclusion du produit lui-même ou de son conditionnement;

5<sup>o</sup> les programmes parrainés ne doivent pas inciter à l'achat ou à la location des produits ou services du parrain ou d'un tiers, en particulier en faisant des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services;

6<sup>o</sup> le parrainage est annoncé dans les génériques diffusés avant et après le programme parrainé, ou en début et fin d'une séquence clairement distincte d'un même programme et dans les bandes annonces qui assurent la promotion dudit programme.

L'Exécutif peut déroger à ce principe, après avis préalable de la commission d'éthique de la publicité, et déterminer le type de programme à l'intérieur duquel le parrain peut être cité;

7<sup>o</sup> la durée d'apparition de l'annonce du parrainage ne peut excéder dix secondes avec un maximum de six annonces par heure;

8<sup>o</sup> respecter les règles particulières arrêtées par l'Exécutif quant au parrainage des bandes annonces;

9<sup>o</sup> les programmes ne peuvent être parrainés par des personnes physiques ou morales ou des entreprises qui ont pour activité principale la fabrication ou la vente de produits ou la fourniture des services dont la publicité est interdite en vertu de l'article 27*bis* du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

10<sup>o</sup> les journaux parlés et télévisés et les émissions d'information politique et générale ne peuvent être parrainés;

11<sup>o</sup> à la RTBF et dans les organismes subventionnés de radiodiffusion publiques, les émissions pour enfants ne peuvent être parrainées.

§ 2. L'Exécutif peut fixer des règles complémentaires notamment concernant la durée des contrats de parrainage et le parrainage d'émissions de jeux. »

**Art. 41.** Un chapitre VIII*bis* intitulé « La commission d'éthique de la publicité » est inséré dans le même décret après l'article 28.

**Art. 42.** L'article 29 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 29. § 1<sup>er</sup>. Il est créé une commission d'éthique de la publicité.

§ 2. Par publicité, on entend la publicité commerciale et non commerciale, le parrainage, le télé-achat et toute forme de vente et de promotion insérés dans les programmes de radiodiffusion sonore et télévisuelle.

§ 3. La commission d'éthique de la publicité a pour mission de :

1<sup>o</sup> proposer un code d'éthique;

2<sup>o</sup> donner d'initiative ou sur la demande de l'Exécutif un avis concernant toute question relative aux matières visées au paragraphe 2;

3<sup>o</sup> vérifier, d'initiative, ou sur demande de l'Exécutif ou de toute personne morale ou physique intéressée, la conformité des messages aux lois, décrets et arrêtés en matière de publicité; sur la proposition de la commission, l'Exécutif peut l'autoriser à collaborer avec un organisme tiers, reconnu par la profession, pour effectuer les vérifications.

4<sup>o</sup> de proposer à l'Exécutif l'injonction prévue à l'article 26, § 5.

§ 4. La commission est composée de six membres au minimum et de seize membres au maximum.

Les membres sont désignés par l'Exécutif parmi les catégories socio-professionnelles ou les groupements suivants :

- les juristes spécialisés dans les domaines de la communication ou de la publicité;
- les professions audiovisuelles;
- les professions de la publicité;
- les associations de consommateurs;
- les associations d'éducation permanente ou de jeunesse.

Le directeur général de la Communauté française ayant l'audiovisuel dans ses attributions, fait partie de droit de la commission avec voix consultative.

Le mandat des membres est de trois ans. Il est renouvelable deux fois au maximum.

L'Exécutif désigne deux délégués. Ils assistent aux travaux de la commission avec voix consultative.

Le secrétariat est assuré par la Direction de l'Audiovisuel.

§ 5. La commission d'éthique de la publicité arrêté, sous l'approbation de l'Exécutif, son règlement d'ordre intérieur.

§ 6. Chaque année, au cours du premier trimestre, la commission d'éthique de la publicité transmet à l'Exécutif, au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et au Conseil de la Communauté française, un rapport complet de ses activités comportant, notamment, les avis rendus. »

**Art. 43.** Un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 29bis. A la demande du président de la commission d'éthique de la publicité, les annonceurs, éventuellement par le biais de leurs agences de publicité, sont tenus de produire les éléments nécessaires pour établir le bien-fondé de toute description, déclaration, attestation, illustration et expérimentation se rapportant à une émission publicitaire. A cet effet, les organismes de radiodiffusion sont tenus de conserver les émissions publicitaires pendant une durée de six mois. »

**Art. 44.** L'article 30 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. L'Exécutif peut autoriser la création et le fonctionnement de radios privées.

L'Exécutif détermine les modalités d'octroi de la reconnaissance et du renouvellement de celle-ci.

La reconnaissance comporte l'assignation d'une fréquence et son utilisation aux conditions fixées par l'Exécutif.

Les radios privées s'adressent à un public limité dans l'espace, soit un quartier, une commune, un groupe de communes contigües, une agglomération, un ou plusieurs arrondissements contigus.

L'Exécutif peut classer les radios privées en catégories selon des critères géographiques, techniques ou culturels qu'il détermine, ou selon leurs liens avec les personnes morales visées à l'article 32bis, en veillant notamment à permettre l'existence de radios associatives d'expression.

Au sein de chaque catégorie, l'Exécutif peut, sur la base des propositions du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, classer les radios par ordre de priorité selon les critères qu'il détermine.

Selon des modalités qu'il détermine, l'Exécutif peut procéder à un appel de candidatures par zone géographique en tenant compte de la diversité des catégories. »

**Art. 45.** A l'article 31 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

A. Le 1<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> Etre une personne morale dont, s'il s'agit d'une société commerciale, son capital est représenté exclusivement par des actions nominatives. »

B. Le 5<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 5<sup>o</sup> Faire assurer la responsabilité de la rédaction des informations par un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans les conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel lorsque la radio diffuse de l'information générale. Ces radios doivent établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter; »

C. Le 6<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 6<sup>o</sup> Veiller dans sa programmation à mettre en valeur, selon les conditions fixées par l'Exécutif, le patrimoine culturel ainsi que les artistes et les créateurs de la Communauté française et des Etats membres des Communautés européennes; »

D. Il est ajouté un 7<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> S'engager à ne pas recourir aux services d'un tiers pour ce qui concerne, notamment, la programmation, l'information, la promotion ou la régie d'espaces publicitaires, sauf s'il s'agit d'une personne morale reconnue en application de l'article 32bis du présent décret. L'Exécutif détermine les conditions générales dans lesquelles les radios privées peuvent avoir recours aux services de personnes morales reconnues. »

**Art. 46.** L'article 32 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. Une personne physique ou morale ne peut, ni détenir directement ou indirectement plus de 24 p.c. du capital de plus de cinq radios privées, ni avoir une participation de plus d'un tiers dans les organes de gestion de plus de cinq radios privées, ni être gérant de plus de cinq radios privées.

Selon les conditions qu'il fixe, visant la promotion de la procédure culturelle radiophonique notamment par la contribution à un fonds d'aide à la création radiophonique, l'Exécutif peut déroger exceptionnellement à ce principe, sauf avis négatif préalable du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, qui doit être interrogé. »

**Art. 47.** Un article 32bis, rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 32bis. Selon des modalités qu'il détermine par convention, visant notamment la promotion de la production culturelle en Communauté française et dans les Etats membres des Communautés européennes, l'Exécutif peut reconnaître des personnes morales dont l'activité est la fourniture à des radios privées de services en relation, notamment, avec la programmation, l'information, la promotion ou la régie d'espaces publicitaires. »

**Art. 48.** Un article 32ter rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 32ter. Une personne physique ou morale ne peut, au sein d'une même zone géographique, ni détenir directement ou indirectement plus de 24 p.c. du capital de plus d'une radio privée, ni avoir une participation de plus d'un tiers dans les organes de gestion de plus d'une radio privée, ni être gérant de plus d'une radio privée.

Une personne physique ou morale ne peut participer au traitement de l'information pour plus d'une radio au sein d'une même zone géographique. »

**Art. 49.** L'article 35 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« En vue d'harmoniser les échéances de l'ensemble des reconnaissances, l'Exécutif peut toutefois fixer une durée inférieure à quatre ans, sauf avis négatif préalable du Conseil supérieur de l'audiovisuel qui doit être interrogé.

La reconnaissance est incessible sauf autorisation expresse et préalable délivrée par l'Exécutif selon les conditions qu'il détermine. »



**Art. 50.** A l'article 37 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

« A. Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou de cessation des émissions » sont insérés entre les mots « arrêté d'application » et les mots « la reconnaissance ».

B. Il est ajouté in fine un alinéa 3 rédigé comme suit :

« La reconnaissance des radios ne respectant pas les dispositions des articles 32 et 32<sup>ter</sup> est suspendue de plein droit. » »

**Art. 51.** Un chapitre IX<sup>bis</sup> intitulé « Dispositions techniques » est inséré après l'article 37 du même décret.

**Art. 52.** Un article 37<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 37<sup>bis</sup>. L'Exécutif peut autoriser la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion visés par le présent décret à établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunication dans un but de radiodiffusion, ou à recevoir des signaux transmis via des satellites autres que ceux du service de radiodiffusion, à des fins de radiodiffusion.

L'Exécutif arrête les modalités de l'octroi, de la suspension et du retrait de l'autorisation. »

**Art. 53.** A l'article 38 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

A. Le § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est complété comme suit :

— « des télévisions locales et communautaires et de tout autre service visé au chapitre V<sup>bis</sup> ».

— avant les mots « la suspension » insérer les mots « le renouvellement ».

B. Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Conseil est composé de 25 membres au minimum et de 40 membres au maximum.

Les membres sont désignés par l'Exécutif parmi les organismes ou catégories socio-professionnelles suivants :

- Les professions audiovisuelles;
- Le secteur cinématographique;
- Les sociétés d'auteurs;
- Les producteurs et éditeurs de programmes audiovisuels;
- Les radios privées;
- Les télévisions locales et communautaires;
- Les associations de presse;
- La RTBF;
- Les télévisions privées de la Communauté française;
- Les télévisions payantes de la Communauté française;
- Les distributeurs;
- Les associations de défense des consommateurs;
- Les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, notamment du secteur audiovisuel.

Le directeur général de la Communauté française ayant l'audiovisuel dans ses attributions est membre de droit.

Le Conseil peut, au sein des groupes de travail qu'il crée, se faire assister d'experts désignés, par lui ou par l'Exécutif, parmi les catégories socio-professionnelles exerçant une activité dans le domaine de l'audiovisuel.

L'Exécutif désigne, parmi les membres du Conseil, le président et les vice-présidents.

Le mandat des membres est de trois ans.

Il est renouvelable deux fois, au maximum.

L'Exécutif désigne deux délégués. Ils assistent aux travaux et délibérations du Conseil avec voix consultative.

Le Conseil arrête, sous l'approbation de l'Exécutif, son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment le délai dans lequel les avis doivent être émis. Ce délai écoulé, l'avis est censé avoir été émis.

Le secrétariat est assuré par la Direction de l'Audiovisuel.

Chaque année, au cours du premier trimestre, le Conseil transmet à l'Exécutif et au Conseil de la Communauté française un rapport annuel de ses activités. »

**Art. 54.** Un article 41<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 41<sup>bis</sup>. Les organismes de radiodiffusion, les demandeurs et titulaires des autorisations d'exploiter un réseau de distribution, les demandeurs et titulaires des autorisations de tout autre service visé au chapitre V<sup>bis</sup> ainsi que les demandeurs et titulaires des autorisations d'insertion de publicité commerciale ou de télé-achat dans les programmes sont tenus de payer au profit de la Communauté française une rétribution pour couvrir les frais d'administration ou de contrôle résultant de l'application du présent décret, et le cas échéant, pour la mise à disposition d'une ou de plusieurs fréquences.

L'assiette, la taxe et les modalités de perception de cette rétribution seront déterminées par décret. »

**Art. 55.** Un article 41<sup>ter</sup> rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 41<sup>ter</sup>. Avant tout octroi ou renouvellement de l'autorisation de l'Exécutif requise pour exercer ses activités en Communauté française, l'organisme de radiodiffusion doit prouver qu'il a conclu les accords préalables, garantissant lesdites activités, avec les ayants droit concernés ou leurs sociétés de gestion collective.

L'organisme de radiodiffusion qui, après avoir été autorisé à exercer ses activités ne se conforme pas à ses obligations légales et contractuelles en la matière, fait l'objet de la part de l'Exécutif, après mise en demeure, d'une mesure de suspension ou de retrait de l'autorisation d'exercer ses activités.

Le distributeur qui, après avoir été autorisé à diffuser un programme, ne se conforme pas à ses obligations légales et contractuelles en la matière, après mise en demeure, fait l'objet de la part de l'Exécutif d'une mesure d'interdiction de distribution de ce programme. »

**Art. 56.** Un article 41<sup>quater</sup> rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 41<sup>quater</sup>. Il est créé un Fonds cinématographique et un Fonds de la production télévisuelle alimentés par les transferts d'une part d'articles budgétaires, d'autre part de moyens dus à la Communauté française, notamment par les recettes provenant du remboursement des avances faites à certaines productions cinématographiques, de même que les recettes provenant de l'exploitation des films sur lesquels la Communauté française possède des droits. »

**Art. 57.** 1° Remplacer dans le même décret l'intitulé du chapitre XIII (Dispositions pénales) par l'expression « Des sanctions ».

2° Dans le susdit chapitre est inséré un article 41quinquies rédigé comme suit :

« Article 41quinquies. Si le titulaire d'une autorisation, d'une agrération ou d'un acte analogue visé au présent décret ne respecte pas les obligations auxquelles il se soumet ou ne se conforme pas aux mises en demeure qui lui ont été adressées, l'Exécutif peut prononcer à l'encontre de ce titulaire, compte tenu de la gravité du manquement, une des sanctions suivantes :

- 1° la suspension totale ou partielle de l'autorisation pour une durée d'un mois au plus;
- 2° la réduction de la durée de l'autorisation, de l'agrération ou de tout acte analogue;
- 3° la suspension totale ou partielle;
- 4° le retrait de l'autorisation, de l'agrération ou de l'acte analogue. »

**Art. 58.** A l'article 42 du même décret, les mots « ou tout autre service visé au chapitre Vbis » sont insérés entre les mots « télévision » et les mots « sans avoir obtenu ».

**Art. 59.** L'article 45 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Seront punis d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs :

1° Ceux qui diffusent de la publicité non commerciale ou qui font état d'un parrainage en violation des conditions imposées par le présent décret.

2° Ceux qui élaborent un message diffusé de publicité non commerciale ou de parrainage non conforme aux conditions imposées par le présent décret ou en vertu de celui-ci. »

**Art. 60.** Un article 45bis et un article 45ter, rédigés comme suit, sont insérés dans le même décret :

« Article 45bis. Seront punis d'une amende de cinq cents à cent mille francs, ceux qui diffusent de la publicité commerciale ou des programmes de télé-achat, soit sans avoir obtenu les autorisations prévues par le présent décret ou lorsque ces autorisations ont été suspendues ou retirées, soit contrairement aux conditions imposées par le présent décret ou en vertu de celui-ci. »

« Article 45ter. Seront punis d'une amende de cinq cents à cent mille francs, ceux qui diffusent des programmes de télévision contrairement aux conditions imposées à l'article 24bis. »

**Art. 61.** Dans le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), il est inséré un article 4ter rédigé comme suit :

« Article 4ter. Lorsque l'Institut participe à la création d'entreprises ou prend des participations en vertu de l'article 4bis du présent décret, l'Exécutif désigne au sein de ces entreprises deux délégués qui le représentent.

Ils sont désignés pour quatre ans. Ce mandat est renouvelable et gratuit.

Il est incompatible avec toute fonction exercée au sein de toute autre télévision privée de la Communauté française.

Ils ont pour mission de faire rapport trimestriellement sur les activités de l'entreprise au ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions.

Ils assistent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration de l'entreprise et peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de tous les points qu'ils jugent utiles.

Ils ont accès, sans déplacement, à tous les documents qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Ils peuvent en obtenir, gratuitement, une copie. »

**Art. 62.** Sont abrogés dans le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel :

1° Le chapitre III comprenant les articles 10 à 14;

2° L'article 20, § 5, alinéa 2;

3° Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 20 juillet 1988, les mots « les programmes de télévisions régionales privées telles que définies au chapitre III du présent décret, dans leurs zones de réception respectives »;

4° L'article 24, § 2;

5° L'article 34;

6° Les articles 46 et 48.

**Art. 63.** Sont abrogés dans la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision :

1° Les articles 2, 3, 6 et 7;

2° L'article 12, modifié par le décret du 4 juillet 1989;

3° Les articles 13 à 16;

4° A l'article 17, § 1<sup>er</sup>, le mot « annuellement »;

5° L'article 19.

Toutefois, les arrêtés de l'Exécutif pris en exécution de l'article 12 de la loi du 6 février 1987 modifié par le décret du 4 juillet 1989 demeurent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'ont pas été retirés ou modifiés par un arrêté en exécution de l'article 27decies introduit par l'article 38 du décret.

**Art. 64.** L'Exécutif peut coordonner les dispositions décrétales et législatives relatives à l'audiovisuel, notamment le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment ou ces coordinations seront établies.

A cette fin, il peut modifier :

1° l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Les coordinations porteront l'intitulé suivant : « Décret relatif à l'audiovisuel coordonné le... ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Fr. GUILLAUME

VERTALING

[S-C — 29529]

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 2627

19 JULI 1991. — Decreet tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Punt 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

" 6° Radio-omroepdienst : De dienst voor radioverbinding die uitzendingen doet welke bestemd zijn om rechtstreeks door het publiek in het algemeen of door een deel ervan te worden ontvangen. Deze dienst kan bestaan uit klank-, televisie — of andere soorten uitzendingen.

Voor de dienst voor radio-omroep per satelliet, geldt de uitdrukking "bestemd om rechtstreeks door het publiek in het algemeen of door een deel ervan te worden ontvangen" zowel voor de ontvangst langs een radiodistributie — of een teledistributienet als voor de ontvangst met behulp van een collectieve of van een individuele antenne."

B) Er wordt een 7°bis ) ingevoegd, luidend als volgt :

7°bis Radio-omroepinstelling :

De rechtspersoon die ertoe wordt gemachtigd een radio-omroepdienst aan het publiek in het algemeen of aan een deel ervan aan te bieden,"

C) Artikel 1 wordt aangevuld als volgt :

"11° Commerciële reclame :

De door een openbare of particuliere instelling of een overheidsbedrijf of particuliere onderneming tegen vergoeding of soortgelijke betaling uitgezonden boodschap — in welke vorm ook — in verband met de uitoefening van enige commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of van een vrij beroep, met het oog op de bevordering van de levering van goederen of diensten tegen betaling, met inbegrip van onroerende goederen, rechten en verplichtingen.

12° Televerkoop : de rechtstreekse aanbieding van producten of diensten aan het publiek met het oog op verkoop, aankoop en verhuring van producten of met het oog op het verrichten van diensten tegen vergoeding.

13° Sluikreclame : het vermelden of vertonen van goederen, diensten, naam, handelsmerk of activiteiten van een producent van goederen of een dienstverlener in programma's, indien dit door de omroep wordt gedaan met de bedoeling reclame te maken en het publiek kan worden misleid omtrent de aard van deze vermelding of vertoning.

Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. — Nr. 196, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 tot 7 : Amendementen.  
Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 9 juli 1991. — Aanneming. Vergadering van 10 juli 1991.

Deze bedoeling wordt met name geacht aanwezig te zijn indien tegenover de vermelding of vertoning een geldelijke of andere vergoeding staat.

14° Sponsoring : Elke bijdrage van een openbare of particuliere instelling of een overheidsbedrijf of particuliere onderneming die zich niet bezighoudt met omroepactiviteiten of met de vervaardiging van audiovisuele producties, aan de financiering van programma's met het doel hun naam, handelsmerk, imago, activiteiten of realisaties meer bekendheid te geven.

15° Niet - commerciële reclame : Elke tegen vergoeding of soortgelijke betaling uitgezonden boodschap die voldoet aan de volgende voorwaarden :

- a) Uitgezonden worden met het oog op het algemeen nut ;
- b) gevraagd worden door een publiekrechtelijke rechtspersoon, in welke vorm ook, door een niet-commerciële instelling die onder de controle of het toezicht van de overheid geplaatst is of eronder ressorteert, door een internationale publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instelling, of door een beroeps-, sociale, culturele, wetenschappelijke of sportorganisatie;
- c) geen vermelding van merken of diensten omvatten en geen zinspeling op zulke merken zowel door de vorm van de boodschap als door de vereenzelviging ervan met een boodschap die gelijkenis vertoont maar die deze zinspeling inhoudt ; producten of diensten mogen alleen onder een generieke benaming voorgesteld worden ;
- d) geen naam van een in b) hierboven niet-bedoelde onderneming vermelden en niet zinspelen op zo'n onderneming, zowel door de vorm van de boodschap als door de vereenzelviging ervan met een boodschap die gelijkenis vertoont maar die deze zinspeling inhoudt."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Lid 1 wordt vervangen door het volgende lid :

Er kan in principe een vergunning alleen worden verleend voor één enkele lokale en communautaire televisie die in aanmerking kan komen voor distributie in eenzelfde administratief arrondissement."

B) Er wordt een lid 3 toegevoegd, luidend als volgt :

" De Executieve kan toelating geven voor de distributie buiten de strikte grenzen van het administratief arrondissement op grond van culturele kenmerken die de bevolkingen van één of twee aanpalende arrondissementen gemeen hebben, op voorwaarde dat geen andere lokale en communautaire televisie van de Franse Gemeenschap bedoelde zone bedient.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht : A) 2° wordt vervangen door de volgende tekst :

"2° in haar programmatie, lokale informatie en animatie, cultuurontwikkeling en permanent vorming als doel hebben.

Die programmatie moet een eigen productie inhouden van tenminste 1/3 van de tijd besteed aan het uitzenden van het geheel van de programma's, met uitsluiting van de wederuitgezonden programma's.

De coproducties die door een lokale en communautaire televisie worden medeuitgevoerd en gecontroleerd, kunnen worden gelijkgesteld met het geheel of een deel van een eigen productie, volgens door de Executieve te bepalen voorwaarden".

B) 3° wordt vervangen door de volgende tekst :

"3° zich ertoe verbinden die uitzendingen door te geven in een zone die overeenkomstig artikel 3 wordt bepaald."

C) Er wordt een 6° toegevoegd, luidend als volgt :

"6° een of verschillende beroepsjournalisten of een of verschillende personen die werken in omstandigheden die het mogelijk maken beroepsjournalist te worden, voor de redactie van de informatieuitzendingen verantwoordelijk stellen, overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist."

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 5. De raad van bestuur en het programmatiecomité van de lokale en communautaire televisies mogen niet, voor meer dan een derde van hun leden, samengesteld zijn uit openbare mandatarissen of uit vertegenwoordigers van de overheid of openbare diensten.

De andere leden vertegenwoordigen het verenigingsleven en de culturele sector.

Het mandaat van de leden van de raad van bestuur eindigt uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar van de gemeenteraadsverkiezingen. Het is hernieuwbaar.

De statuten of het huishoudelijk reglement moeten voorzien in de aanpassing van de samenstelling van de raad van bestuur aan de bepalingen van artikel 9 a en b, naargelang van het geval, van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, na elke parlementsverkiezing."

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde decreet, lid 1, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "negen".

Art. 6. In artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) 1° wijzigen als volgt :

"1° een handelsvennootschap zijn waarvan het kapitaal uitsluitend in aandelen op naam verdeeld is."

B) 5° wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"5° Volgens door de Executieve nader te bepalen regels, met natuurlijke of rechtspersonen gevestigd in het Frans taalgebied of het tweetalig gebied Brussel -Hoofdstad of elders in de Europese Gemeenschap, coproductie-akkoorden in Franse taal of contracten voor externe prestaties sluiten, die tenminste 5 pct van haar programmatie uitmaken. De Executieve kan een hoger percentage vaststellen.

Volgens andere door de Executieve nader te bepalen regels, met natuurlijke of rechtspersonen gevestigd in het Frans taalgebied of het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad of elders, coproductie-akkoorden of contracten voor externe prestaties sluiten die tenminste 2 pct van haar programmatie uitmaken. De Executieve kan een hoger percentage vaststellen."

C) In 8° worden de woorden "volgens door de Executieve nader te bepalen regels" ingevoegd voor de woorden "Aan de Raad".

In fine, worden de volgende woorden toegevoegd :

"Dit verslag wordt gezonden aan de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap."

D) Er wordt een 9° ingevoegd, luidend als volgt :

"9° Volgens door de Executieve nader te bepalen regels, een samenwerking tot stand brengen met het oog op het behoud en de aanmoediging van het pluralisme in de geschreven pers in de Franse gemeenschap."

Art. 7. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Behalve als het gaat om de deelneming van een verdeler zoals bepaald in artikel 21 van dit decreet, of van een openbare omroep voor zover zijn deelneming niet hoger is dan 24 pct van het kapitaal van de private televisie, kunnen de openbare besturen en de instellingen van openbaar nut noch rechtstreeks noch onrechtstreeks deelnemen in het kapitaal van de private televisies bedoeld in dit hoofdstuk of vertegenwoordigd zijn in hun beheersorganen."

Art. 8. Er wordt een artikel 17bis, luidend als volgt ingevoegd in hetzelfde decreet :

"Artikel 17bis. De Executieve wijst twee waarnemers aan die haar binnen de private televisies vertegenwoordigen..

Ze worden voor vier jaar aangewezen. Dit mandaat is hernieuwbaar en kosteloos.

Dit mandaat is onverenigbaar met elke functie uitgeoefend binnen de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)", de filialen waarvan ze het merendeel van het kapitaal bezit, betaaltelevisieinstellingen en elke andere private televisie van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de functie van commissaris, afgevaardigde of waarnemer van de Executieve bij deze instellingen.

Op verzoek van de raad van bestuur, wonen ze, met raadgevende stem, de vergaderingen van de raad van bestuur van de private televisie bij voor de punten met betrekking tot artikel 16, 3°, 4 en 5°.

Ze brengen om de drie maand verslag uit bij de minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort.

Ze zijn ertoe verplicht de dossiers met betrekking tot andere onderwerpen dan deze die verband houden met de toepassing van artikel 16, 3°, 4°, 5° vertrouwelijk te houden."

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Het laatste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Ze maakt bovendien de vergunning afhankelijk van aanvullende bepalingen die worden vastgesteld bij overeenkomst met de instelling die de vergunning heeft bekomen en die inzonderlijk op de aangelegenheden bedoeld in artikel 16, 3°, 4°, 5° van dit decreet betrekking hebben."

B) Er wordt een lid 5 toegevoegd, luidend als volgt :

"De Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap brengt een voorafgaand advies uit over de bestanddelen van de overeenkomst. Dit advies wordt medegedeeld aan de Raad van de Franse Gemeenschap."

Art. 10. In artikel 19, § 2, 4°, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) De woorden "of die optreedt met één van de filialen waarvan ze het merendeel van het kapitaal bezit" worden ingevoegd tussen de woorden "alleen optreedt" en de woorden "een deelneming".

B°) In fine worden de volgende woorden toegevoegd :

"Of haar statutair een blocage-minderheid waarborgen."

Art. 11. In artikel 19bis van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de onderafdeling "§1" wordt geschrapt ;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 19ter ingevoegd luidend als volgt :

"Artikel 19ter. De Executieve wijst twee afgevaardigden aan die haar vertegenwoordigen binnen de betaaltelevisieinstellingen van de Franse Gemeenschap.

Ze worden aangewezen voor vier jaar. Dit mandaat is hernieuwbaar en kosteloos. Het is onverenigbaar met elke functie uitgeoefend binnen de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)", haar filialen waarin de RTBF het merendeel van het kapitaal bezit, private televisies en binnen elke andere betaaltelevisieinstelling van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de functie van commissaris, waarnemer of afgevaardigde van de Executieve bij deze instellingen.

Ze brengen om de drie maand bij de minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort verslag uit over de activiteiten van de betaaltelevisieinstelling met betrekking tot de onderwerpen die verband houden met de toepassing van artikel 16, 4° en 5°, en van artikel 19, § 2, 1°;

Ze wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur van de betaaltelevisieinstelling bij ; ze kunnen vragen dat de onderwerpen die verband houden met de toepassing van artikel 16, 4° en 5°, en van artikel 19, § 2, 10, op de agenda van deze vergaderingen worden gebracht.

Ze hebben, zonder te moeten reizen, toegang tot alle documenten die ze noodzakelijk achten voor de vervulling van hun opdracht. Ze kunnen er kosteloos een afschrift van bekomen.

Ze zijn ertoe verplicht te zwijgen over onderwerpen die niets te maken hebben met de toepassing van artikel 16, 4<sup>e</sup> en 5<sup>e</sup>, en van artikel 19, § 2, 1<sup>o</sup>."

**Art. 13.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk Vbis ingevoegd, met als opschrift "Andere diensten", dat een artikel 19quater omvat, luidend als volgt :

"Artikel 19quater. Onder de voorwaarden en volgens nadere regels die door de Executieve te bepalen zijn, kan de Executieve aan de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en aan de radio-omroepinstellingen de vergunning verlenen voor het gebruik van de kabel voor andere soorten van diensten dan de klankprogramma's of de televisieprogramma's bestemd voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan.

Deze diensten kunnen de vorm hebben van signalen die geheel of gedeeltelijk gecodeerd zijn. Het ontvangen ervan kan van een betaling afhankelijk gemaakt worden.

Onder door haar vast te stellen voorwaarden, kan de Executieve eveneens aan maatschappijen die geen distributiemaatschappijen zijn de vergunning verlenen voor het gebruik van de kabel voor andere soorten diensten die zij bepaalt."

**Art. 14.** In artikel 20 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

A) Lid 2 van de eerste paragraaf wordt vervangen door de volgende tekst :

"Onder door de Executieve vast te stellen voorwaarden, wordt die vergunning verleend aan rechtspersonen op grond van een dossier dat beantwoordt aan de technische kenmerken overeenkomstig de wet, de decreten en verordeningen betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten, en dat de prijs vermeldt die aan de abonnees wordt gevraagd rekening houdend, onder meer, met het aantal verdeelde programma's."

B) Lid 4 van de eerste paragraaf wordt vervangen door de volgende tekst :

Ze kan door de Executieve worden geschorst of ingetrokken, volgens door haar nader te bepalen regels, ingeval dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan niet worden nageleefd."

**Art. 15.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Het woord "privé" wordt ingevoegd tussen de woorden "... kapitaal van een" en "instelling voor radio-omroep"; aan het einde, worden de woorden "noch er de beheerders van zijn" vervangen door de woorden "noch beheerder zijn van een privé-instelling voor radio-omroep of van een lokale en communautaire televisie."

**Art. 16.** In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In § 1, 3de streepje, worden de woorden "van internationale instellingen" vervangen door de woorden "van de door de Executieve aangewezen internationale instellingen voor radio-omroep."

B) Er wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2bis. De verdeler kan, mits uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging van de Executieve, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de televisieprogramma's doorgeven van de radio-omroepinstellingen die beschikken over de vergunning bedoeld in artikel 26, § 2, van dit decreet, en beantwoorden aan de voorwaarden die door de Executieve worden vastgesteld krachtens artikel 26, § 3, van dit decreet."

C) Er wordt een § 2ter ingevoerd, luidend als volgt :

"§ 2ter. De verdeler kan, mits uitdrukkelijke en voorafgaande vergunning van de Executieve, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de televisieprogramma's van de radio-omroepinstellingen die ressorteren onder elk van de andere Gemeenschappen en die de vergunning van deze hebben gekregen, voor zover de verdelers van deze Gemeenschappen de vergunning hebben gekregen voor het doorgeven van de televisieprogramma's van de radio-omroepinstellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en die de vergunning van haar hebben gekregen."

D) § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 3 De verdeler mag niet, via hetzelfde kanaal, de programma's bedoeld in dit artikel doorgeven, behalve met de voorafgaande toestemming van de betrokken radio-omroepinstellingen en mits de uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging van de Executieve."

E) Er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

§ 4 De verdeler mag, mits uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging van de Executieve, de diensten zoals bedoeld in artikel 19quater doorgeven."

F) Er wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 5 De Executieve kan de distributievergunning van de radio-omroepinstellingen bedoeld in artikel 22 van hetzelfde decreet schorsen, wanneer zij, twee keer gedurende een periode van twaalf maanden, een duidelijke en zware overtreding van artikel 24ter van dit decreet hebben gepleegd.

In dit geval, geeft de Executieve bij aangetekende brief gericht aan de radio-omroepinstelling kennis van bedoelde overtreding, en als het gaat om een radio-omroepinstelling bedoeld in artikel 22, § 2, en 22, § 2bis, brengt de Executieve daar de Commissie van de Europese Gemeenschappen van op de hoogte;

Indien geen oplossing is gevonden binnen een termijn van veertien dagen vanaf de kennisgeving, en indien de overtreding doorgaat, kan de Executieve, volgens door haar nader te bepalen regels, beslissen dat de distributievergunning van de radio-omroepinstelling wordt geschorst."

**Art. 17.** Artikel 23, lid 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende lid :

"De verdeeler moet tenminste drie kanalen voorbehouden voor private radio's die door de Executieve te bepalen zijn volgens criteria die door haar vast te stellen zijn."

**Art. 18.** Artikel 24, § 4, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"Deze programma's mogen niet worden uitgezonden op een kanaal dat reeds wordt gebruikt voor de programma's van een radio-omroepinstelling die de vergunning heeft verkregen, behoudens uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging door de Executieve en na voorafgaand machtiging van de radio-omroepinstelling die de vergunning heeft verkregen."

**Art. 19.** Na artikel 24 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VIbis ingevoegd, luidend als volgt :  
"Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de programma's van de radio-omroepinstellingen".

**Art. 20.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 24bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 24bis. § 1. De "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen bedoeld in de hoofdstukken IV en V moeten, in principe, in hun programmatie het merendeel van hun zendtijd, met uitsluiting van de tijd besteed aan informatie, sportmanifestaties, spelen, reclame of teletekstdiensten, besteden aan Europese werken, met inbegrip van originele werken van auteurs die onder de Franse gemeenschap ressorteren.

Dit deel kan geenszins lager zijn dan het deel van de in 1988 uitgezonden werken, rekening houdend met de zendtijd van die instellingen, met uitsluiting van de tijd besteed aan informatie, sportmanifestaties, spelen, reclame of teletekstdiensten, gedurende datzelfde jaar.

§ 2 De instellingen bedoeld in § 1 moeten, in principe, in hun programmatie een deel van 10 pct van hun zendtijd, met uitsluiting van de tijd besteed aan informatie, sportmanifestaties, spelen, reclame of teletekstdiensten, besteden aan werken van de Franse Gemeenschap of Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen die worden voorgesteld door producenten die onafhankelijk zijn van de televisie-omroepinstellingen.

Deze werken mogen niet meer dan 5 jaar geproduceerd zijn, voordat ze voor het eerst worden uitgezonden.

§ 3. De in § 1 en § 2 bedoelde percentages worden geleidelijk bereikt op grond van door de Executieve nader te bepalen criteria, na advies van de betrokken radio-omroepinstellingen en van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap.

§ 4 De RTBF en de radio-omroepinstellingen moeten om de twee jaar aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan de Executieve van de Franse Gemeenschap een verslag voorleggen over de toepassing van dit artikel vanaf 30 september 1991.

§ 5 Volgens nader door haar te bepalen regels, na advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, zorgt de Executieve ervoor dat het deel van de originele werken in Franse taal, voor de in § 1 bedoelde radio-omroepinstellingen, geleidelijk één derde van de in § 1 bepaalde zendtijd bereikt."

**Art. 21.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 24ter ingevoegd, luidend als volgt :

" Artikel 24ter. De termijn voor de uitzending door de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, van een film van een van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap, vanaf het begin van zijn exploitatie in zalen, wordt vastgesteld in overeenstemming met de houders van rechten en de voormelde radio-omroepinstellingen.

Indien er geen overeenstemming is, wordt de termijn vastgesteld op twee jaar, en op één jaar wanneer het gaat om films waarvoor de radio-omroepinstelling aan een coproductie deelneemt."

**Art. 22.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 24quater ingevoegd, luidend als volgt :

" Artikel 24quater. De "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, mogen :

— geen programma's uitzenden die de menselijke waardigheid aantasten of die aanzetten tot haat om redenen in verband met ras, geslacht, godsdienst of nationaliteit ;

— geen programma's uitzenden die de lichamelijke, mentale of morele ontplooiing van minderjarigen ernstig zouden kunnen aantasten, inzonderheid programma's waarin pornografische scènes en scènes met nodeloos geweld vertoond worden ; deze laatgenoemde bepaling is ook van toepassing op andere programma's of programmadelen, inzonderheid de trailers, die de lichamelijke mentale of morele ontplooiing van minderjarigen kunnen aantasten, behalve indien de keuze van het uur voor het uitzenden van het programma waarborgt dat de minderjarigen die zich in de uitzendingszone bevinden naar die uitzendingen normaal niet kijken of luisteren. De Executieve stelt de nadere regels voor de toepassing van dit lid vast."

**Art. 23.** Het opschrift van hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift :

"De reclame".

**Art. 24.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt een artikel 24 quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 24 quinquies. Voor de toepassing van de artikelen 27 tot 27septies, wordt verstaan onder reclame, de commerciële reclame, de niet-commerciële reclame, de televerkoop en de sponsoring. Voor de toepassing van artikel 27 quinquies, zijn de televerkoop en de sponsoring uitgesloten. Voor de toepassing van de artikelen 27quater, lid 5, 27sexies en 27septies, is de sponsoring uitgesloten."

**Art. 25.** Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 25. De niet-commerciële reclame moet de wetten, de decreten of besluiten die regels bepalen voor de reclame in het algemeen of de reclame voor sommige producten of diensten, en de artikelen 27 tot 27 octies in acht nemen."

**Art. 26.** Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 26 . § 1. De "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)," de radio-omroepinstellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en die de vergunning van de Executieve hebben gekregen, mogen commerciële reclame in hun programma's opnemen, mits uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging van de Executieve.

§ 2. De radio-omroepinstellingen die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld door de Executieve krachtens artikel 22, § 2, kunnen commerciële reclame uitzenden die meer bepaald bestemd is voor de televisie-kijkers van de Franse Gemeenschap, mits uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging van de Executieve.

§ 3 De Executieve bepaalt de voorwaarden waaronder de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen bedoeld in de §§ 1 en 2 commerciële reclame in hun programma's mogen opnemen.

Die voorwaarden voorzien, inzonderheid, in de regels volgens welke die radio-omroepinstellingen moeten bijdragen tot de bevordering van de audiovisuele culturele produktie van de Franse Gemeenschap en de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen, tot het behoud en de ontwikkeling van het audiovisueel pluralisme van de zenders van de Franse Gemeenschap en tot het behoud en de ontwikkeling van het pluralisme van de geschreven opiniëpers of de pers voor algemene berichtgeving in de Franse Gemeenschap.

§ 4 De commerciële reclame mag niet strijdig zijn met de wetten, decreten of besluiten die de regels vaststellen inzake reclame in het algemeen of reclame voor bepaalde soorten producten of diensten, en met de artikelen 27 en 27 octies.

De instellingen bedoeld in paragraaf 2 van dit artikel verbinden zich ertoe, voordat ze de vergunning hebben bekomen voor het uitzenden van commerciële reclame die meer bepaald bestemd is voor de televisie-kijkers van de Franse Gemeenschap, de normen en regels inzake reclame bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf in acht te nemen.

§ 5 De Executieve kan de vergunningen bedoeld bij de §§ 1 en 2 schorsen of intrekken, ingeval de bepalingen van dit hoofdstuk of zijn uitvoeringsbesluiten van de wetten, decreten of besluiten die de regels vaststellen inzake reclame in het algemeen of reclame voor bepaalde soorten producten of diensten, niet in acht worden genomen.

Zij kan ook, bij aangetekende brief, de " Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen bevelen op te houden met het uitzenden van boodschappen die strijdig zijn met lid 1".

**Art. 27.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 26bis. Er wordt een steunfonds voor creatie op radio opgericht, gestijfd door de bijdrage van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de private radio's die ertoe gemachtigd zijn commerciële reclame in hun klankprogramma's op te nemen, volgens door de Executieve nader te bepalen regels."

**Art. 28.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 26ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 26ter. § 1. De "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen bedoeld bij artikel 26, § 1 en 2, mogen televerkoop — programma's uitzenden mits uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging van de Executieve.

De Executieve kan die vergunning schorsen of intrekken, ingeval de bepalingen van dit hoofdstuk of zijn toepassingsbesluiten niet in acht worden genomen.

§ 2 De "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen die de vergunning hebben bekomen, nemen de volle verantwoordelijkheid op zich voor het uitzenden van televerkoopprogramma's en voor de naleving van de bij dit decreet en zijn toepassingsbesluiten vastgestelde voorwaarden.

§ 3 De "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen die de vergunning hebben bekomen moeten een kopie van de televerkoop-programma's bewaren gedurende een periode van zes maanden vanaf de datum waarop ze werden uitgezonden en die kopie ter beschikking stellen van elke bevoegde overheid die het zou aanvragen.

§ 4 De televerkoop-uitzendingen moeten duidelijk als zodanig worden aangekondigd.

Ze moeten verplicht worden geprogrammeerd in programmatiedelen die voor ze bestemd zijn, en mogen niet worden onderbroken, inzonderheid door de reclame of sponsoringboodschappen ; ze moeten zo worden vertoond dat er geen verwarring met andere uitzendingen mogelijk wordt.

§ 5 De televerkoop-programma's mogen niet strijdig zijn met de wetten, decreten of besluiten die de regels vaststellen inzake commerciële reclame in het algemeen of commerciële reclame voor bepaalde producten of diensten, en met de artikelen 27, 27bis, 27ter, 27quater, 27sexies en 27septies.

Televerkoopprogramma's mogen geen betrekking hebben tot goederen of diensten voor de publiciteit of de verkoop waarvan er een verbod wordt opgelegd.

§ 6 De Executieve kan de uitzending van televerkoop-programma's verbieden gedurende bepaalde uren en bepaalde dagen.

§ 7 Televerkoop-programma's mogen geen herkende of herkenbare verkooppunten rechtstreeks of onrechtstreeks vermelden.



§ 8 Elk jaar leggen de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen die de vergunning hebben bekomen een jaarlijks verslag aan de Executieve voor over de activiteit van televerkoop. De Executieve bepaalt de inhoud en de termijn voor het voorleggen van dat verslag.

**Art. 29.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 27. De reclame mag niet :

- 1° de menselijke waardigheid aantasten ;
- 2° discriminatie inhouden naar ras, geslacht of nationaliteit ;
- 3° godsdienstige, wijsgerige of politieke overtuigingen kwetsen ;
- 4° aansporen tot gedrag dat schadelijk is voor gezondheid of veiligheid inzonderheid door gewelddadige gedragingen aan te prijzen ;
- 5° aansporen tot gedrag dat schadelijk is voor het milieu ;
- 6° strijdig zijn met de regels betreffende de letterkundige, artistieke en industriële eigendom en met de rechten van de persoon of zijn imago ;
- 7° verwijzen naar een bepaalde persoon of instelling noch verklaringen of attesten van deze, zonder hun toestemming of die van hun rechthebbenden."

**Art. 30.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27bis. § 1. De reclame mag noch de politieke partijen, noch de beroepsorganisaties als voorwerp hebben. Ze mag geen betrekking hebben op de belijdenis van enig godsdienstig of wijsgerig denkbeeld.

§ 2 De reclame mag geen betrekking hebben op de goederen of diensten die de Executieve bij besluit aanduidt, behalve onder door haar vast te stellen voorwaarden, en mag evenmin strijdig zijn met de wetten, besluiten en Europese richtlijnen betreffende de reclame voor bepaalde produkten of diensten.

§ 3 De radio-omroepinstellingen die reclame uitzenden voor geneesmiddelen en medische behandelingen alsook voor alcoholhoudende dranken, moeten gratis, volgens overeen te komen modaliteiten, zendtijd voor reclame ter beschikking van de Executieve stellen, die moet worden besteed voor de uitzending van campagnes voor gezondheidsopvoeding en die gelijk moet zijn met deze die bestemd zijn voor de reclame voor die produkten.

**Art. 31.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27ter. Reclame mag minderjarigen geen morele of fysieke schade berokkenen en moet daarom voldoen aan de volgende criteria voor hun bescherming :

- zij mag minderjarigen niet rechtstreeks tot de aankoop van een bepaald produkt of dienst aanzetten door te profiteren van hun onervarenheid of hun goedgelovigheid ;
- zij mag minderjarigen er niet rechtstreeks toe aanzetten hun ouders of anderen te overreden tot de aankoop van produkten of diensten waarvoor reclame wordt gemaakt ;
- zij mag niet profiteren van het speciale vertrouwen dat minderjarigen hebben in ouders, leerkrachten of anderen ;
- zij mag minderjarigen niet zonder reden in gevaarlijke situaties tonen."

**Art. 32.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27quater. Reclame moet gemakkelijk als zodanig herkenbaar zijn en door optische of akoestische middelen duidelijk gescheiden zijn van de rest van het programma-aanbod ;

Op televisie moeten afzonderlijke reclamespots een uitzondering blijven ;

Bij reclame mag geen gebruik worden gemaakt van subliminale technieken ;

Sluikreclame is verboden ;

Bij reclame is elke rechtstreeks of onrechtstreekse verwijzing naar een programma of een deel van een programma verboden."

**Art. 33.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27 quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27quinquies. §1. Op televisie moet de reclame tussen de uitzendingen worden ingevoegd. Onder voorbehoud van de in de paragrafen 2 tot 5 vastgestelde voorwaarden, kan reclame ook tijdens de uitzendingen worden ingevoegd, op zodanige wijze dat de integriteit en de waarde van de uitzendingen niet worden geschaad, rekening houdende met de natuurlijke pauzes in alsmede met de duur en de aard van het programma, en er geen afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de rechthebbenden.

§ 2 Op televisie, bij uit zelfstandige onderdelen samengestelde uitzendingen of bij sportuitzendingen en op soortgelijke wijze gestructureerde evenementen en opvoeringen met pauzes, mag er alleen tussen de zelfstandige onderdelen of tijdens de pauzes reclame worden ingevoegd.

§ 3 Op televisie, mag de uitzending van audiovisuele produkties zoals bioscoopfilms en televisiefilms, met uitzondering van series, feuilletons, amusementsprogramma's en documentaires, één keer per volledig tijdvak van 45 minuten worden onderbroken, mits de geprogrammeerde duur ervan langer dan 45 minuten bedraagt.

Indien de geprogrammeerde duur ervan tenminste 20 minuten langer bedraagt dan twee of meer volledige tijdvakken van 45 minuten, mag er nog een keer worden onderbroken.

Voor de openbare radio-omroepinstelling van de Franse Gemeenschap, mag de reclame echter noch een film noch een werk, waarvan de auteur de integriteit wil behouden, noch een onderdeel van een programma onderbreken.

§ 4 Op televisie, wanneer andere dan onder paragraaf 2 van dit artikel bedoelde uitzendingen door reclame worden onderbroken, moet een tijdvak van tenminste 20 minuten verlopen tussen iedere openvolgende onderbreking binnen de uitzendingen.

§ 5. Op televisie, mag geen reclame worden ingevoegd in televisiejournals en uitzendingen van religieuze erediensten. Actualiteitsmagazines, documentaire, godsdienstige uitzendingen, programma's van niet-confessionele moraal en uitzendingen voor kinderen, waarvan de geprogrammeerde duur minder dan 30 minuten bedraagt, mogen niet door reclame worden onderbroken. Wanneer de geprogrammeerde duur tenminste 30 minuten bedraagt, zijn de bepalingen van de vorige paragrafen van toepassing.

§ 6. Op radio, mag reclame geen uitzendingen voor toneelkunst of lyrische kunst onderbreken, behalve tijdens de natuurlijke pauzes."

**Art. 34.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27sexies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27sexies. Ieder die, krachtens artikel 26, ertoe wordt gemachtigd reclame in de klank- en beeldprogramma's op te nemen, mag noch die reclame beperken tot goederen of diensten van een enkele commerciële of financiële groep, noch reclame-exclusiviteit voor een bepaald produkt of een bepaalde dienstverlener"

**Art. 35.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27septies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27septies. § 1. Voor de televisie wordt de zendtijd voor reclame door de Executieve vastgesteld.

Voor de commerciële en de niet-commerciële reclame mag die zendtijd niet meer dan 15 % van de dagelijkse zendtijd uitmaken.

Die zendtijd mag evenwel tot 20 % worden opgetrokken, indien hij televerkoop omvat, op voorwaarde dat de reclamespots niet meer dan 15 % uitmaken.

§ 2. De maximale zendtijd voor commerciële reclame en niet-commerciële reclame binnen een bepaalde periode van één uur wordt door de Executieve vastgesteld. Hij mag niet meer dan 20 % van die periode bedragen.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van paragraaf 1, mag de zendtijd voor televerkoop niet langer zijn dan de duur van maximaal één uur per dag die door de Executieve wordt vastgesteld."

**Art. 36.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27octies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27octies. Voor de radio wordt de zendtijd voor reclame door de Executieve vastgesteld. De zendtijd voor commerciële en niet-commerciële reclame mag niet meer dan ten hoogste twaalf minuten per uur uitmaken."

**Art. 37.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27nonies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27nonies. Voor de openbare radio-omroepinstellingen van de Franse Gemeenschap, kan de Executieve normen vaststellen die strenger zijn dan deze die in de artikelen 27septies en octies bepaald zijn.

**Art. 38.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 27decies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 27decies. De Executieve kan aanvullende regels vaststellen voor het opnemen van commerciële reclame, niet-commerciële reclame, sponsoring en televerkoop in de programma's van de "Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF)".

**Art. 39.** Hoofdstuk VIII van hetzelfde decreet, dat het opschrift "Sponsoring" draagt, wordt na artikel 27decies van hetzelfde decreet ingevoegd.

**Art. 40.** Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 28. § 1. Natuurlijke of rechtspersonen of ondernemingen kunnen programma's, trailers en sequenties van eenzelfde programma sponsoren, wanneer de volgende voorwaarden tegelijk worden vervuld

1° inhoud en programmering van een gesponsorde uitzending mogen geenszins door de sponsor zodanig worden beïnvloed dat daardoor de verantwoordelijkheid en de redactionele onafhankelijkheid van de televisie-omroepinstelling ten aanzien van de uitzendingen worden aangetast ; de instelling weigert dat een uitzending wordt gesponsord, zodra die instelling vermoedt dat die verantwoordelijkheid en die onafhankelijkheid kunnen worden aangetast ;

2° Gesponsorde programma's moeten gemakkelijk als zodanig kunnen worden herkend door de naam of het logo van de sponsor aan het begin of aan het einde van de programma's ;

3° de vermelding van de sponsoring mag alleen de naam, de benaming of de handelsnaam van de sponsor inhouden of ten hoogste twee van de merken van produkten of diensten die de sponsor commercialiseert ;

4° de klank of beeldherkenningstekens die verbonden zijn aan de vermeldingen van de sponsor zijn het letterwoord, het logotype, de herkenningfactoren met uitsluiting van het produkt zelf of de verpakking ervan ;

5° Gesponsorde programma's mogen niet aansporen tot aankoop of huur van produkten of diensten van de sponsor of van derden, inzonderheid door specifieke aanprijzingen van die produkten of diensten ;

6° de sponsoring wordt aangekondigd in de generieken die voor en na het gesponsorde programma worden uitgezonden, of aan het begin of aan het einde van een duidelijk afgescheiden sequentie van eenzelfde programma en in de trailers die voor de promotie van dat programma zorgen ;

Na voorafgaand advies van de ethiekcommissie voor reclame, kan de Executieve van dat principe afwijken en het type programma bepalen waarin de sponsor mag worden genoemd ;

7° De aankondiging mag niet langer dan tien seconden verschijnen, met ten hoogste zes aankondigingen per uur ;

8° de bijzondere regels naleven die door de Executieve worden vastgesteld in verband met het sponsoren van trailers ;

9° programma's mogen niet worden gesponsord door natuurlijke of rechtspersonen of ondernemingen die als hoofdactiviteit hebben produkten te vervaardigen of te verkopen of diensten te leveren waarvoor reclame verboden is krachtens artikel 27bis van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten ;

10° radio- en televisiejournaals en uitzendingen voor politieke en algemene berichtgeving mogen niet worden gesponsord ;

11° op de RTBF en in de betoelaagde openbare radio-omroepinstellingen, mogen de uitzendingen voor kinderen niet worden gesponsord.

§ 2. De Executieve kan aanvullende regels vaststellen inzonderheid voor de duur van de sponsoringscontracten en voor het sponsoren van spelenprogramma's.

Art. 41. In hetzelfde decreet, na artikel 28, wordt een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd, dat het opschrift "De ethiekcommissie voor reclame" draagt.

Art. 42. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 29. § 1. Er wordt een ethiekcommissie voor reclame opgericht.

§ 2. Onder reclame wordt verstaan, de commerciële en niet-commerciële reclame, de sponsoring, de televerkoop en elke verkoop- en promotievorm die in de radio-omroepprogramma's voor radio en televisie worden opgenomen.

§ 3. De ethiekcommissie voor reclame heeft als opdracht :

1° Een code voor ethiek voor te stellen ;

2° op eigen initiatief of op aanvraag van de Executieve, een advies te geven betreffende elke vraag met betrekking tot de aangelegenheden bedoeld in paragraaf 2 ;

3° op eigen initiatief of op aanvraag van de Executieve of van elke betrokken rechts- of natuurlijke persoon, de overeenstemming van de boodschappen met de wetten, decreten en besluiten inzake reclame na te gaan ; op de voordracht van de commissie, kan de Executieve haar toelaten samen te werken met een derde instelling, die door de vakmensen wordt erkend, om de verificaties uit te voeren ;

4° aan de Executieve het bevel bedoeld in artikel 26, § 5, voor te dragen.

§ 4. De commissie is samengesteld uit tenminste zes leden en ten hoogste zestien leden.

De leden worden door de Executieve aangewezen uit de volgende socio-professionele categorieën of de volgende groepen :

— juristen gespecialiseerd op het gebied van communicatie of reclame ;

— beroepen in de audiovisuele sector ;

— beroepen in de reclamesector ;

— consumentenverenigingen ;

— verenigingen voor permanente opvoeding of jeugdverenigingen.

De directeur-generaal van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, maakt van rechtswege met raadgevende stem deel uit van de commissie.

Het mandaat van de leden duurt drie jaar. Het kan ten hoogste twee keer worden hernieuwd.

De Executieve wijst twee afgevaardigden aan. Ze wonen de werkvergaderingen van de commissie met raadgevende stem bij.

Het secretariaat wordt waargenomen door de Directie van de Audiovisuele Sector.

§ 5. De ethiekcommissie voor reclame stelt, met de goedkeuring van de Executieve, haar huishoudelijk reglement vast.

§ 6. Elk jaar, in de loop van het eerste trimester, zendt de ethiekcommissie voor reclame aan de Executieve, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap en aan de Raad van de Franse Gemeenschap een volledig verslag over haar activiteiten, dat inzonderheid, de uitgebrachte adviezen inhoudt."

Art. 43. In hetzelfde decreet wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 29bis. Op verzoek van de voorzitter van de ethiekcommissie voor reclame, moeten de adverteerders, eventueel via hun reclame-agentschappen, de gegevens verstrekken die noodzakelijk zijn om elke beschrijving, verklaring, elk attest, elke illustratie of elk experiment met betrekking tot een reclame-uitzending te rechtvaardigen. Daartoe moeten de radio-omroepinstellingen de reclame-uitzendingen gedurende een periode van zes maanden bewaren.

Art. 44. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 30. De Executieve kan de vergunning voor de oprichting en de werking van private radio's verlenen.

De Executieve stelt de nadere regels vast voor de toekenning van de erkenning en voor de vernieuwing ervan.

In de erkenning is een frequentie toegewezen en is het gebruik ervan onderworpen aan door de Executieve vast te stellen voorwaarden.

Private radio's zijn bestemd voor een publiek dat in de ruimte beperkt is : een wijk, een gemeente, een groep aangrenzende gemeenten, een agglomeratie, één of meer aangrenzende arrondissementen.

De Executieve kan private radio's in categorieën rangschikken volgens geografische, technische of culturele criteria die zij bepaalt, of volgens hun banden met de in artikel 32bis bedoelde rechtspersonen, waarbij inzonderheid ervoor wordt gezorgd dat het bestaan van associatieve expressieradio's mogelijk wordt.

Binnen elke categorie, kan de Executieve, op grond van de voorstellen van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, de radio's naar prioriteitsorde rangschikken volgens door haar vast te stellen criteria.

Volgens door haar nader te bepalen regels, kan de Executieve een oproep tot kandidaten doen per geografische zone, rekening houdend met de verschillende categorieën."

**Art. 45.** In artikel 31 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1° Een rechtspersoon zijn waarvan het kapitaal, indien het om een handelsvennootschap gaat, uitsluitend door aandelen op naam wordt gevormd;"

B) 5° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"5° De verantwoordelijkheid voor de redactie van de nieuws-uitzendingen laten opnemen door één of meer personen die werken in omstandigheden die het mogelijk maken beroepsjournalist te worden, overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, wanneer de radio algemene berichtgeving uitzendt. Die radio's moeten een huishoudelijk reglement vaststellen met betrekking tot de objectiviteit in de verwerking van de informatie en zich verbinden tot het naleven ervan ;"

C) 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"6°. In zijn programmatie zorgen voor het herwaarderen, volgens door de Executieve vast te stellen voorwaarden, van het cultureel patrimonium alsook van de kunstenaars en de creatieve personen van de Franse Gemeenschap en van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen ;"

D) Er wordt een 7° toegevoegd, luidend als volgt :

"7° Zich ertoe verbinden geen beroep te doen op een derde, voor wat, onder meer, de programmering, de berichtgeving, de promotie of de regie van de reclame-zendtijd, betreft, behalve als het gaat om een rechtspersoon die erkend is bij toepassing van artikel 32bis van dit decreet. De Executieve bepaalt de algemene voorwaarden waaronder de private radio's een beroep kunnen doen op erkende rechtspersonen."

**Art. 46.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 32. Een natuurlijke of rechtspersoon kan, noch rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan 24 pct van het kapitaal van meer dan vijf private radio's bezitten, noch een deelneming van meer dan één derde in de beheersorganen van meer dan vijf private radio's bezitten, noch de beheerder zijn van meer dan vijf private radio's.

Volgens door haar vast te stellen voorwaarden, met het oog op de bevordering van de culturele producties op radio inzonderheid door bij te dragen in een steunfonds voor creatie op radio, kan de Executieve van dat principe uitzonderlijk afwijken, behalve indien de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, die om advies moet worden gevraagd, een negatief voorafgaand advies uitbrengt."

**Art. 47.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 32bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 32bis. Volgens door haar bij overeenkomst nader te bepalen regels, inzonderheid met het oog op de bevordering van de culturele producties in de Franse Gemeenschap en in de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen, kan de Executieve rechtspersonen erkennen die aan private radio's diensten leveren met betrekking, inzonderheid, tot programmering, berichtgeving, de promotie of de regie van de reclame-zendtijd"

**Art. 48.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 32ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 32ter. Een natuurlijke of rechtspersoon kan, in dezelfde geografische zone, noch rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan 24 pct van het kapitaal van meer dan een private radio bezitten, noch een deelneming van meer dan één derde in de beheersorganen van meer dan één private radio bezitten, noch beheerder zijn van meer dan vijf private radio's.

Een natuurlijke of rechtspersoon mag niet deelnemen aan de verwerking van de informatie voor meer dan één radio in eenzelfde geografische zone."

**Art. 49.** Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden :

"Met het oog op een harmonisatie van de termijnen voor het geheel van de erkenningen, kan de Executieve echter een duur bepalen die minder dan vier jaar bedraagt, behalve indien de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, die om advies moet worden gevraagd, een negatief voorafgaand advies uitbrengt.

De erkenning mag niet worden afgestaan, behalve indien de Executieve, volgens door haar te bepalen voorwaarden, de uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging daartoe verleent."

**Art. 50.** In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In lid 1, worden de woorden "of ingeval de radio niet meer uitzendt" ingevoegd tussen de woorden "niet nageleefd worden" en de woorden "kan de erkenning."

B) In fine wordt een lid 3 toegevoegd, luidend als volgt :

"De erkenning van de radio's die de bepalingen van de artikelen 32 en 32ter niet naleven, wordt van rechtswege geschorst."

**Art. 51.** Na artikel 37 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IXbis ingevoegd, dat het opschrift "Technische bepalingen" draagt.

**Art. 52.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 37bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 37bis. De Executieve kan aan de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en de radio-omroepinstellingen bedoeld bij dit decreet de vergunning verlenen om een station of een net voor radioverbindingen op te richten en in werking te stellen met een radio-omroepdoel, of signalen te ontvangen die worden doorgegeven via andere satellieten dan die van de radio-omroepdienst, met een radio-omroepdoel.

De Executieve stelt de nadere regels vast voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de vergunning."

**Art. 53.** In artikel 38 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1, 1°, wordt aangevuld als volgt :

- "van de lokale en communautaire televisies en elke andere dienst bedoeld in hoofdstuk Vbis ."
- voor de woorden "de schorsing", de woorden "de vernieuwing" invoegen.

B) § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. De Raad is samengesteld uit tenminste 25 leden en ten hoogste 40 leden.

De leden worden door de Executieve uit de volgende socio-professionele instellingen of categorieën aangewezen :

- de audiovisuele beroepen ;
- de filmsector ;
- de auteursmaatschappijen ;
- de personen die audiovisuele programma's produceren en uitgeven ;
- de private radio's ;
- de lokale en communautaire televisies ;
- de persverenigingen ;
- de RTBF ;
- de private televisies van de Franse Gemeenschap ;
- de betaaltelevisies van de Franse Gemeenschap ;
- de verdelers ;
- de consumentenverenigingen ;
- de representatieve werknemers — en werkgeversorganisaties, inzonderheid uit de audiovisuele sector.

De directeur-generaal van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is lid van rechtswege.

Binnen de werkgroepen die hij opricht, kan de Raad zich laten bijstaan door deskundigen die door hem of door de Executieve worden aangewezen uit de socio-professionele categorieën die een activiteit uitoefenen op audiovisueel gebied.

De Executieve wijst de voorzitter en de ondervoorzitters uit de leden van de Raad aan.

Het mandaat van de leden duurt drie jaar.

Het kan ten hoogste twee keer worden vernieuwd.

De Executieve wijst twee afgevaardigden aan. Ze wonen de werkzaamheden en de beraadslagingen van de Raad met raadgevende stem bij.

Mits goedkeuring door de Executieve, stelt de Raad zijn huishoudelijk reglement vast, waarin inzonderheid de termijn bepaald is waarbinnen de adviezen moeten worden uitgebracht. Wanneer die termijn verstreken is, wordt het advies geacht uitgebracht te zijn.

Het secretariaat wordt waargenomen door de Directie van de Audiovisuele sector.

Elk jaar, in de loop van het eerste trimester, legt de Raad aan de Executieve en aan de Raad van de Franse Gemeenschap een jaarlijks verslag over zijn activiteiten voor."

**Art. 54.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 41bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 41bis. De radio-omroepinstellingen, de aanvragers en houders van vergunningen voor de exploitatie van een distributienet, de aanvragers en houders van vergunningen voor elke andere dienst bedoeld in hoofdstuk Vbis alsook de aanvragers en houders van vergunningen voor het opnemen van commerciële reclame of televerkoop in de programma's, zijn ertoe gehouden, ten voordele van de Franse Gemeenschap, een vergoeding te betalen om de beheers- of controlekosten te dekken die voortvloeien uit de toepassing van dit decreet, en, in voorkomend geval, voor de terbeschikkingstelling van één of verschillende frequenties.

De grondslag, de taks en de modaliteiten voor de inning van die vergoeding worden bij decreet bepaald."

**Art. 55.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 41ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 41ter. Voordat de vergunning van de Executieve vereist voor het uitoefenen van haar activiteiten in de Franse Gemeenschap aan de radio-omroepinstelling verleend of vernieuwd wordt, moet deze bewijzen dat zij de voorafgaande afspraken, die deze activiteiten waarborgen, heeft gesloten met de betrokken rechthebbenden of hun vennootschappen voor collectief beheer.

Tegen de radio-omroepinstelling die, nadat zij de vergunning heeft gekregen om haar activiteiten uit te oefenen, haar wettelijke en contractuele verplichtingen terzake niet nakomt, treft de Executieve, na aanmaning, een maatregel tot schorsing of intrekking van de vergunning voor het uitoefenen van haar activiteiten.

Tegen de verdeler die, nadat hij de vergunning heeft gekregen om een programma door te geven, zijn wettelijke en contractuele verplichtingen terzake niet nakomt, treft de Executieve, na aanmaning, een verbodmaatregel voor de distributie van dat programma."

**Art. 56.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 41quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 41quater. Er worden een Filmfonds en een Fonds voor televisieproductie opgericht die worden gestijfd door overdrachten, enerzijds, van begrotingsartikelen, anderzijds, van middelen die aan de Franse Gemeenschap verschuldigd zijn, inzonderheid door de inkomsten uit de terugbetaling van de voorschotten toegestaan voor sommige filmproducties, eveneens door de inkomsten uit de exploitatie van films waarop de Franse Gemeenschap rechten heeft."

**Art. 57. 1°** In hetzelfde decreet dient het opschrift van hoofdstuk XIII (Strafbepalingen) te worden vervangen door de uitdrukking "Sancties".

**2°** In bovenvermeld hoofdstuk wordt een artikel 41 quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 41 Quinquies. Indien de houder van een vergunning, een erkenning of een gelijkaardige akte bedoeld bij dit decreet de verplichtingen waaraan hij onderworpen is niet nakomt, of indien hij geen gevolg geeft aan de aanmaningen die aan hem werden gericht, kan de Executieve ten aanzien van die houder, rekening houdend met de zwaarte van de tekortkoming, één van de volgende sancties uitspreken :

- 1° de totale of gedeeltelijke schorsing van de vergunning voor een periode van ten hoogste één maand ;
- 2° de vermindering van de duur van de vergunning, de erkenning of elke gelijkaardige akte."
- 3° de totale of gedeeltelijke schorsing ;
- 4° de intrekking van de vergunning, de erkenning of de gelijkaardige akte."

**Art. 58.** In artikel 42 van hetzelfde decreet, worden de woorden "of elke andere dienst bedoeld in hoofdstuk Vbis" ingevoegd tussen het woord "televisieprogramma's en het woord "wetens".

**Art. 59.** Artikel '45 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank worden gestraft :

1° Zij die niet-commerciële reclame uitzenden of een sponsoring vermelden in strijd met de bij dit decreet gestelde eisen.

2° Zij die een uitgezonden boodschap van niet-commerciële reclame of van sponsoring uitwerken die strijdig is met de eisen gesteld bij dit decreet of krachtens dit decreet."

**Art. 60.** In hetzelfde decreet worden een artikel 45bis en een artikel 45ter ingevoegd, luidend als volgt

"Artikel 45bis. Met geldboete van vijfhonderd frank tot honderduizend frank worden gestraft, zij die commerciële reclame of televerkoop-programma's uitzenden, ofwel zonder de bij dit decreet bedoelde vergunningen te hebben bekomen of wanneer die vergunningen werden geschorst of ingetrokken, ofwel in strijd met de eisen gesteld bij dit decreet of krachtens dit decreet."

Artikel 45ter. Met geldboete van vijfhonderd frank tot honderdduizend frank worden gestraft, zij die televisie-programma's uitzenden in strijd met de in artikel 24bis gestelde eisen."

**Art. 61.** In het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)", wordt een artikel 4ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 4ter. Wanneer het Instituut deelneemt aan de oprichting van ondernemingen of deelneemt in ondernemingen, krachtens artikel 4bis van dit decreet, wijst de Executieve binnen die ondernemingen twee afgevaardigden aan die haar vertegenwoordigt.

Ze worden voor vier jaar aangewezen. Dit mandaat kan worden vernieuwd en is kosteloos.

Het is onverenigbaar met elke functie uitgeoefend binnen elke andere private televisie van de Franse Gemeenschap.

Ze hebben als opdracht om de drie maand verslag uit te brengen over de activiteiten van de onderneming aan de minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort.

Ze wonen de vergaderingen van de raad van bestuur van de onderneming met raadgevende stem bij en mogen vragen dat alle punten die ze nuttig achten op de agenda worden ingeschreven.

Ze mogen, zonder te moeten reizen, alle documenten raadplegen die ze nuttig achten voor de vervulling van hun opdracht. Ze mogen er kosteloos een afschrift van bekomen."

**Art. 62.** In het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector worden opgeheven :

- 1° Hoofdstuk III, dat de artikelen 10 tot 14 omvat ;
- 2° Artikel 20, § 5, lid 2 ;
- 3° In artikel 22, § 1, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 1988, de woorden "de programma's van private regionale televisies bedoeld in hoofdstuk III van dit decreet, in hun respectieve ontvangstzones" ;
- 4° Artikel 24, § 2 ;
- 5° Artikel 34 ;
- 6° De artikelen 46 en 48.

**Art. 63.** In de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie,, worden opgeheven :

- 1° De artikelen 2, 3, 6 en 7 ;
- 2° Artikel 12, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989 ;
- 3° De artikelen 13 tot 16 ;
- 4° In artikel 17, § 1, het woord "jaarlijks" ;
- 5° Artikel 19.

De besluiten van de Executieve, genominer uitvoering van artikel 12 van 6 februari 1987, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989, blijven evenwel van kracht zolang zij niet werden ingetrokken of gewijzigd bij een beslutter uitvoering van artikel 27decies, dat bij artikel 38 van het decreet werd ingevoerd.

**Art. 64.** De Executieve kan de decreet- en wetsbepalingen betreffende de audiovisuele sector coördineren, inzonderheid het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française RTBF", het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector en de wet van 6 februari 1987, betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, alsook de bepalingen die deze uitdrukkelijk of stilzwijgend zouden hebben gewijzigd op het ogenblik dat die coördinaties zullen plaatsvinden.

Daartoe kan zij :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen ;

2° de verwijzingen wijzigen die zich in de te coördineren bepalingen zouden bevinden, om die in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering ;

3° Het opstel wijzigen van de te coördineren bepalingen om die in overeenstemming met elkaar te brengen en er de eenvormigheid van de terminologie van te verzekeren, zonder dat afbreuk kan worden gedaan aan de beginsels die in de bepalingen vervat zijn.

De coördinaties zullen het volgende opschrift hebben : "Décret betreffende de audiovisuele sector, gecoördineerd op ..."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,  
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
F. GUILLAUME

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2628

[R-S — 27433]

18 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif fixant le cadre organique du personnel définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREM)

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1er, IX, l'article 9 et l'article 87;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 15;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu la décision du Comité de gestion du FOREM du 5 février 1991;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale et du Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

Arrête :

Article 1er. Le cadre organique du personnel définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est fixé comme suit :

Administrateur général		1
Administrateur général adjoint		1
	SERVICES CENTRAUX	
Inspecteur général	Division de l'inspection et du contrôle	1
Directeur	Adjoint linguistique	2
Inspecteur général	Division des services généraux	1